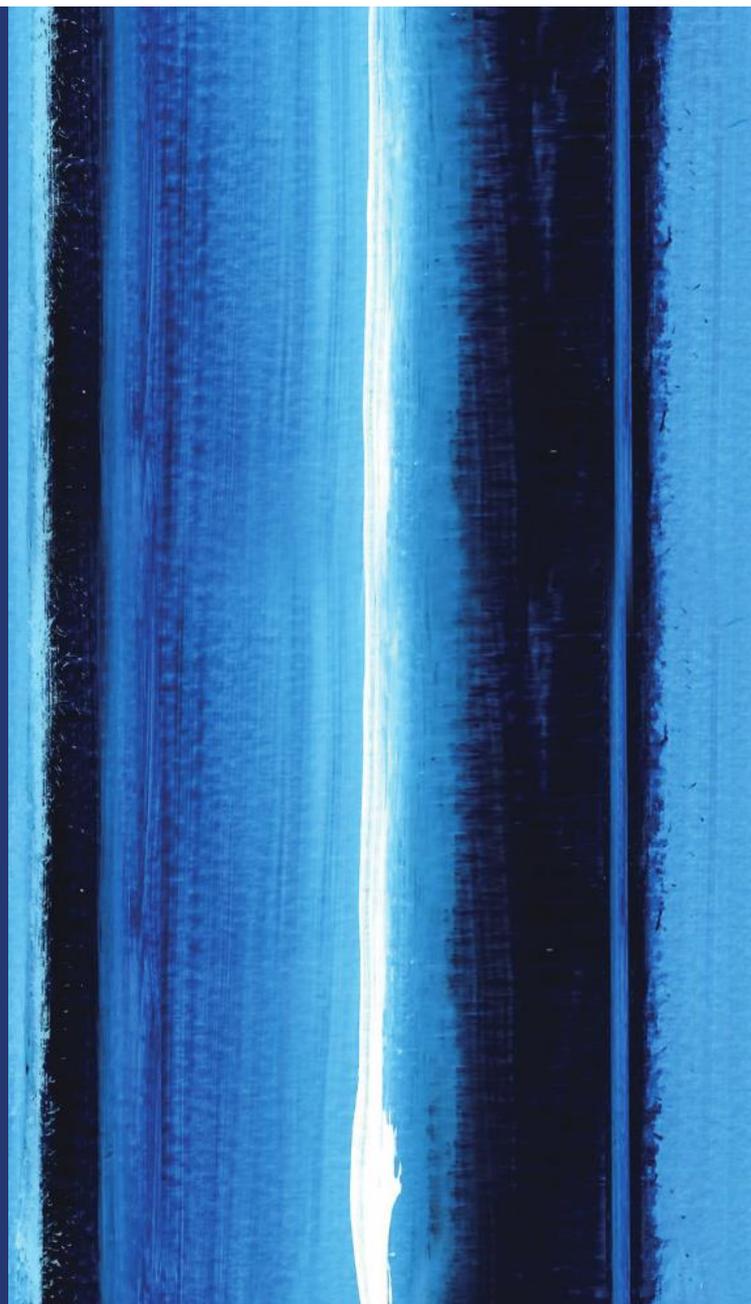


# LES VALEURS EUROPÉENNES À L'ÉPREUVE DU NATIONAL-POPULISME

*Damien GENICOT*

*Sous la direction de  
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | JUIN 18  
**Participation citoyenne**





COMPRENDRE POUR AGIR

Les valeurs européennes à l'épreuve du national-populisme

*Damien GENICOT*

*Sous la direction de Denis STOKKINK*

# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
<b>I. Le national-populisme</b>	<b>5</b>
1. Qu'est-ce que le national-populisme ?	5
2. Quels sont les principaux partis politiques national-populistes en Europe ?	6
<b>II. Illustrations de l'érosion des valeurs européennes face au national-populisme</b>	<b>7</b>
1. L'inaction de l'Union européenne après les élections législatives autrichiennes de 2017	7
2. La gestion européenne de la crise des réfugié-e-s	9
3. La récupération des idées national-populistes par les partis traditionnels	10
<b>III. Concrétiser les valeurs européennes, une manière de contrer le national-populisme</b>	<b>12</b>
CONCLUSION	15
BIBLIOGRAPHIE	16

# AVANT-PROPOS

« *Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.* » Jean de LA FONTAINE

Le national-populisme s'étend comme une tâche d'huile sur l'Europe, comptant plus de partisans d'année en année. Alors qu'il règne déjà en maître sur certains États membres d'Europe de l'Est tels que la Hongrie ou la République tchèque, le national-populisme vient de se hisser au pouvoir en Italie<sup>1</sup>, au cœur de l'Europe. Cet événement marque un tournant car, jusqu'ici, la progression des partis national-populistes en Europe occidentale, bien que réelle et incontestable, s'arrêtait habituellement aux portes du pouvoir.

Le résultat des élections italiennes apparaît donc comme un symbole, la première victoire significative du national-populisme en Europe occidentale, mais doit surtout résonner comme un signal d'alarme pour l'Union européenne qui, incapable de trouver des réponses efficaces face à la progression généralisée du national-populisme, fait preuve d'une effarante passivité.

Petit à petit, l'idéologie national-populiste, en plus de se répandre dans les États membres, s'infiltré dans les institutions européennes, influençant certains partis « traditionnels » et altérant des décisions politiques de l'Union européenne. Devant une telle contamination, les valeurs fondatrices de l'Union sont menacées, trop souvent abandonnées alors même qu'elles constituent sans doute la meilleure arme pour combattre le national-populisme.

Engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable, POUR LA SOLIDARITÉ s'oppose fermement au national-populisme et réclame une Europe qui, non seulement, rejette féroce­ment les idées innommables portées par le national-populisme et défend ses valeurs fondatrices, mais concrétise également ces valeurs afin de réduire les inégalités, de faire rayonner la démocratie et de promouvoir la solidarité.

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink

---

<sup>1</sup> Au moment d'écrire cette note d'analyse, la situation politique en Italie est incertaine. Les deux partis populistes ayant remporté les élections tentent de former un gouvernement mais ils font face à l'opposition du Président italien concernant certains de leurs choix, ce qui pourrait conduire à la tenue de nouvelles élections.

# INTRODUCTION

Le 4 mars 2018, les élections législatives italiennes se sont soldées par la victoire de deux partis habituellement qualifiés de « populistes » : le Mouvement 5 étoiles (M5S), un parti antisystème généralement classé à gauche, et la Ligue, un parti nationaliste aux relents xénophobes souvent associé à l'extrême droite. Après d'âpres négociations qui auront duré plus de deux mois, les deux vainqueurs ont annoncé le 18 mai avoir trouvé un accord sur un programme de gouvernement commun. L'Italie, troisième économie de la zone euro<sup>2</sup>, sera semble-t-il le premier membre fondateur de l'Union à être dirigé par des populistes<sup>3</sup>, une réalité qui inquiète et qui rappelle à ceux qui en douteraient encore que le populisme, loin d'être un phénomène dérisoire ou désuet, constitue aujourd'hui une composante non négligeable de la politique européenne.

Parallèlement, en Hongrie, le parti politique Fidesz a remporté confortablement les élections législatives du 8 avril, permettant à son leader Viktor Orbán d'obtenir un troisième mandat consécutif à la tête du pays. Si cette victoire a été logiquement saluée par un certain nombre de partis européens populistes et/ou d'extrême droite, il est curieux de constater que, parmi les « partis traditionnels », certains hommes politiques tels que Joseph Daul ou Manfred Weber, respectivement le président du PPE<sup>4</sup> et le président du groupe PPE au Parlement européen, n'ont pas hésité à féliciter publiquement le controversé Premier ministre hongrois.

Pourtant, Viktor Orbán ne se cache pas d'avoir instauré en Hongrie « une démocratie illibérale », un régime dans lequel le gouvernement limite certaines libertés au nom de l'intérêt national, tout en contrôlant les médias et la justice<sup>5</sup>, contrevenant ainsi aux valeurs fondatrices de l'Union européenne comme la démocratie, l'État de droit, ou encore la liberté. Mais, comme le souligne Charles de Marcilly, responsable bruxellois du think tank Robert Schuman, « il faut bien voir qu'Orbán fait partie de la famille PPE et donc la famille le soutient »<sup>6</sup>. Sous l'égide du PPE, premier groupe politique au Parlement européen, le Premier ministre hongrois peut ainsi poursuivre sereinement la dérive autoritaire de la Hongrie, au mépris des valeurs européennes, tout en veillant néanmoins à ne critiquer l'Union européenne que lorsqu'il est à domicile et à faire profil bas lorsqu'il se rend à Bruxelles<sup>7</sup>.

Cette protection dont jouit Viktor Orbán de la part du PPE interpelle quant à la défense et la préservation des valeurs fondatrices de l'Union européenne face à la montée du national-populisme un peu partout en Europe. Cette note d'analyse tente ainsi, dans un premier temps, d'expliquer ce qu'est le national-populisme et de dresser un panorama de ce courant en Europe. Dans un deuxième temps, trois cas concrets fournissent une illustration de la manière dont la montée du national-populisme mène à une érosion des valeurs de l'Union européenne. Enfin, la dernière partie consiste en une suggestion afin de lutter contre la progression du national-populisme et éviter le délitement des valeurs européennes.

---

<sup>2</sup> QUATREMER, Jean. « Europe : divorce à l'italienne », *Libération*, mars 2018.

<sup>3</sup> « Vu du Royaume-Uni. Après l'Italie, "la révolution populiste est en marche" », *Courrier international*, mai 2018.

<sup>4</sup> Le PPE, ou Parti populaire européen, est le premier groupe politique au Parlement européen avec 219 sièges. Il s'agit également du groupe dont est membre le Fidesz.

<sup>5</sup> « "L'illibéral" » Orbán brigue quatre ans de plus à la tête de la Hongrie, *La Libre*, avril 2018.

<sup>6</sup> QUATREMER, Jean. « Le PPE droit dans les bottes d'Orbán », *Libération*, avril 2018.

<sup>7</sup> *Ibid.*

# I. LE NATIONAL-POPULISME

## 1. QU'EST-CE QUE LE NATIONAL-POPULISME ?

La notion de national-populisme a été pensée par Pierre-André Taguieff qui, dans son livre *L'illusion populiste*, l'utilise pour désigner ce qu'il appelle le « populisme identitaire », c'est-à-dire un populisme où l'appel au peuple se fixe sur la nation, où le rejet des élites va de pair avec un rejet des « étrangers » et où l'attitude « exclusionnaire » mobilise la figure de très nombreux « boucs émissaires »<sup>8</sup>. Comme l'explique Pascal Perrineau, politologue français, c'est une forme de populisme dans lequel se retrouve la plupart des partis d'extrême droite<sup>9</sup>. Donner une définition précise de ce courant se révèle donc extrêmement délicat puisque ni le terme « populisme », ni le terme « extrême droite », ne possède de définition universellement établie. Étant donnée cette absence de consensus, il n'existe pas de liste officielle énumérant tous les partis populistes et/ou tous les partis d'extrême droite. Par conséquent, parmi les partis qui sont largement considérés comme étant national-populistes, il s'en trouvera toujours qui refuseront cette appellation. De même, un même parti sera qualifié par certains de national-populiste et par d'autres de nationaliste de droite, ou encore simplement de parti d'extrême droite.

De plus, le mot « populisme » est aujourd'hui utilisé à toutes les sauces pour désigner des mouvements parfois très différents. Parmi ses dérivés, on trouve notamment le national-populisme, le démo-populisme, le libéral-populisme, le social-populisme, l'ethno-populisme, l'islamo-populisme, le pagano-populisme, le télé-populisme, le cyber-populisme, etc. Il est également important de noter que le populisme n'est pas l'apanage d'une seule tendance politique. Il existe ainsi différentes formes de populisme en Europe, allant du populisme d'extrême gauche au populisme d'extrême droite, en passant par le populisme de gauche et le populisme de droite, avec parfois des différences très marquées entre les différents courants et parfois des distinctions extrêmement ténues, voire fictives.

Quoi qu'il en soit, dans cette note d'analyse, le terme national-populisme désigne le populisme identitaire, ou populisme d'extrême droite. Le but n'est pas de fournir une définition précise du national-populisme mais plutôt de dégager les éléments clés de ce courant, en s'intéressant notamment aux partis souvent qualifiés de national-populistes qui, bien que présentant des nuances, possèdent des caractéristiques similaires.

À l'instar de Pascal Perrineau, on considérera que les éléments communs partagés peu ou prou par les partis national-populistes sont la reconnaissance de l'autorité d'un leader plus ou moins charismatique qui prétend restaurer la parole du peuple ; le rejet des « élites » ; une forte sensibilité identitaire et nationaliste ; une tendance à la xénophobie et à l'islamophobie ; un scepticisme ou une hostilité à la construction européenne ; un attachement aux thématiques de la « loi et de l'ordre » ; une capacité à actionner des réflexes hostiles à l'immigration ; et un protectionnisme économique qui vient prolonger un protectionnisme culturel<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> « Entretien d'Europe avec Pascal Perrineau : La montée du national-populisme en Europe », *Fondation Robert Schuman*, janvier 2011.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

## 2. QUELS SONT LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES NATIONAL-POPULISTES EN EUROPE ?

Comme mentionné précédemment, le national-populisme ne se limite pas à un pays européen en particulier mais s'est répandu à travers le continent, avec plus ou moins de succès selon les pays. Étant donné que le terme national-populisme est ici utilisé pour désigner le populisme d'extrême droite, le tableau ci-dessous constitue une liste non exhaustive de partis politiques européens largement considérés comme étant à la fois populiste et d'extrême droite, et qui figurent parmi les plus connus en Europe.

Pays	Nom du parti politique	Président-e du parti ou figure emblématique
Allemagne	Alternative pour l'Allemagne (AfD)	Jörg Meuthen et Alexander Gauland
Autriche	Le Parti de la liberté (FPÖ)	Heinz-Christian Strache
Belgique	Le Vlaams Belang (VB)	Tom Van Grieken
Bulgarie	L'Union Nationale Attaque (Ataka)	Volen Nikolov Siderov
Chypre	Le Front populaire national (ELAM)	Christos Christou
Danemark	Le Parti populaire danois (DF)	Kristian Thulesen Dahl
Finlande	Les Vrais Finlandais	Jussi Halla-aho
France	Le Front national (FN)	Marine Le Pen
Grèce	Aube dorée (AD)	Nikólaos Michaloliákos
Hongrie	L'Alliance des jeunes de droite - Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	(Présidence vacante)
Hongrie	Fidesz-Union civique hongroise	Viktor Orbán
Italie	La Ligue du Nord (devenue récemment La Ligue)	Matteo Salvini
Lituanie	Ordre et justice	Rolandas Paksas
Pays-Bas	Le Parti pour la liberté (PVV)	Geert Wilders
Pologne	Droit et justice (PiS)	Jarosław Kaczyński
Royaume-Uni	Le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP)	Gerard Batten et Nigel Farage
République tchèque	Liberté et démocratie directe (SPD)	Tomio Okamura
Slovaquie	Le Parti populaire – Notre Slovaquie (LSNS)	Marian Kotleba
Suède	Les Démocrates de Suède (SD)	Jimmie Åkesson

Beaucoup de ces partis, en plus d'être actifs au niveau national, opèrent également au sein des institutions européennes. La plupart font ainsi partie de l'un ou l'autre des deux plus petits groupes politiques du Parlement européen : le Groupe Europe de la Liberté et de la Démocratie directe (EFDD) et le Groupe Europe des Nations et des Libertés (ENL). L'EFDD, présidé par Nigel Farage, compte 45 membres parmi lesquelles se trouvent des personnalités politiques de l'UKIP, de l'AfD, des « Patriotes » (nouveau parti politique formé par Florian Philippot, l'ancien bras droit de Marine Le Pen), de Wolność (parti polonais d'extrême droite), du SD, ou encore du parti Ordre et Justice<sup>11</sup>. L'ENL, fondé par Marine Le Pen et coprésidé par Nicolas Bay et Marcel de Graaff, plus petit groupe du Parlement européen avec 36 députés, compte quant à lui dans ses rangs des membres du FN, du PVV, du FPÖ, du Vlaams Belang, de La Ligue du Nord, ou encore du Parti bleu (nouveau parti politique fondé par Frauke Petry, l'ancienne présidente de l'AfD)<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?politicalGroup=4276>, Parlement européen, consulté le 16/05/2018.

<sup>12</sup> <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?politicalGroup=4276>, Parlement européen, consulté le 11/05/2018.

Le cas du Fidesz de Viktor Orbán est particulier car, au lieu de faire partie d'un de ces deux groupes qui rassemblent une majorité de partis nationalistes et/ou populistes, le Fidesz compte onze membres au sein du Groupe PPE. Le Fidesz cohabite ainsi en toute impunité avec des partis politiques « traditionnels » tels que les Républicains français (LR), la CDU de la Chancelière allemande Angela Merkel, ou encore le CSV dont est membre Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne<sup>13</sup>.

Il faut également noter que certains partis ne sont affiliés à aucun groupe mais possèdent néanmoins des sièges au Parlement européen en tant que « non-inscrits ». Parmi les 20 personnes non-inscrites, on retrouve par exemple des membres d'Aube dorée, du Jobbik, du FN, du NPD ou encore de Wolność<sup>14</sup>. La plupart de ces député-e-s sont en réalité considéré-e-s comme infréquentables, même par les partis national-populistes. Le parti grec Aube dorée et le parti allemand NPD par exemple ne se limitent pas au national-populisme mais prônent aussi clairement une idéologie néonazie. Par conséquent, être associé à de tels partis représente un risque pour un parti comme le FN par exemple qui, lui, dément faire partie de l'extrême droite.

Ces différents partis national-populistes, à travers les idées qu'ils incarnent et véhiculent, ne correspondent pas aux valeurs fondatrices de l'Union européenne que sont la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, l'État de droit, la dignité humaine, l'égalité et la solidarité. Pire, alors que leur influence était restée longtemps limitée, elle s'est considérablement accrue au cours de ces dernières années, entraînant, comme l'illustrent les trois cas concrets du point suivant, une érosion des valeurs européennes.

## II. ILLUSTRATIONS DE L'ÉROSION DES VALEURS EUROPÉENNES FACE AU NATIONAL-POPULISME

### 1. L'INACTION DE L'UNION EUROPÉENNE APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AUTRICHIENNES DE 2017

Le 15 décembre 2017, après 52 jours de négociation, le parti conservateur autrichien, l'ÖVP, arrivé en tête lors des élections législatives du 15 octobre, et le parti populiste d'extrême droite, le FPÖ, en troisième position lors des législatives, annoncent officiellement qu'ils ont conclu un accord de gouvernement<sup>15</sup>. Grâce à cet accord, le FPÖ rafle six des treize ministères, dont trois régaliens (Affaires étrangères, Intérieure et Défense)<sup>16</sup>, et son président, Heinz-Christian Strache, devient vice-chancelier d'Autriche. Une nouvelle qui fait les gros titres de la presse en Europe qui s'inquiète de l'arrivée au pouvoir dans un État membre d'un parti populiste d'extrême droite, fondé par d'anciens nazis, soutenant des idées nationalistes et xénophobes.

À première vue, le parallèle avec les législatives autrichiennes de l'année 2000, suite auxquelles le FPÖ, alors dirigé par Jörg Haider, avait accédé au pouvoir de la même manière, c'est-à-dire en formant une coalition avec l'ÖVP, apparaît comme évident. Pourtant, un élément distingue clairement les deux

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> GAUQUELIN, Blaise. « Autriche : l'extrême droite obtient trois ministères régaliens », *Le Monde*, décembre 2017.

<sup>16</sup> « Autriche : l'extrême droite obtient les ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense », *France 24*, décembre 2017.

situations. Il s'agit de la réaction de l'Union européenne. À l'époque, même le groupe politique dont était – et est toujours – membre l'ÖVP, c'est-à-dire le PPE, avait largement fustigé cette alliance.

Le 27 janvier 2000, la présidente du Parlement européen et membre du PPE, Nicole Fontaine, estimait ainsi que « le parti de Jörg Haider véhicule une idéologie qui est aux antipodes des valeurs humanistes qui fondent toute société démocratique. L'UE est fondée sur ces valeurs de respect des droits de l'Homme et de refus de l'exclusion et il serait intolérable qu'un parti qui nie ces principes fondamentaux accède au pouvoir dans un des pays de l'Union »<sup>17</sup>.

D'autres membres du PPE s'inquiétaient et condamnaient publiquement cette alliance, à l'image du Français François Bayrou qui déclarait : « Pour ma part et dans mes fonctions européennes, je n'accepterai pas la situation créée par un tel accord. »<sup>18</sup> La direction de son parti ajoutait que l'UDF « est prête à mettre en jeu sa participation dans le PPE si l'ÖVP signe avec le FPÖ »<sup>19</sup>. Même son de cloche du côté de Joëlle Milquet, alors présidente du parti social-chrétien belge qui demandait « l'exclusion de l'ÖVP du parti populaire européen s'il conclut une alliance avec le FPÖ »<sup>20</sup>.

En plus de ces admonestations, l'Union européenne avait surtout pris des sanctions symboliques contre l'Autriche. Pour la première fois dans l'histoire de l'UE, les 14 autres États membres avaient appliqué un programme de mesures punitives consistant à interrompre tout contact bilatéral avec l'Autriche, à imposer des limitations à ses ambassadeurs et à ôter tout soutien à des candidats autrichiens à des postes dans les organisations internationales<sup>21</sup>.

Bien que la pression de l'Union européenne ait obligé Jörg Haider à renoncer à intégrer personnellement le gouvernement autrichien, les sanctions européennes avaient eu peu d'effet réel et avaient été levées sept mois après avoir été prises<sup>22</sup>. Cependant, on ne peut nier que l'Union européenne avait eu le courage de prendre des mesures face à l'arrivée au pouvoir d'un parti qui menaçait ses valeurs fondatrices. Dix-sept ans plus tard, confrontée à la même situation, l'Union européenne a cette fois fait preuve d'une inquiétante atonie. Cette alliance n'a suscité aucune réserve ni du PPE ni de la Commission<sup>23</sup>, aucune sanction n'a été prise et les cris d'orfraie, poussés à l'époque avec force par une grande partie de la classe politique européenne, ont été presque inexistantes<sup>24</sup>.

Certains rétorqueront que ce changement d'attitude de l'Union européenne tient au simple fait que le FPÖ a lui-même changé et qu'on ne peut donc raisonnablement comparé la situation en 2000 avec celle de décembre 2017. Cependant, même s'il est vrai que l'image du parti a changé et que le FPÖ, suite à un processus de dédiablement mené par Heinz-Christian Strache<sup>25</sup>, apparaît aujourd'hui davantage comme « politiquement fréquentable », on ne peut nier qu'il reste un parti de droite populiste xénophobe<sup>26</sup>. Sur le fond, les grandes idées qu'il défend demeurent en totale opposition avec les valeurs fondatrices de l'Union européenne.

D'autres diront encore que l'Union européenne n'a pas réagi car, en 2000, les sanctions contre l'Autriche, en plus de s'être révélées relativement inefficaces<sup>27</sup>, avaient renforcé le sentiment de victimisation des Autrichiens et n'avaient réussi qu'à créer des tensions<sup>28</sup>. Bien qu'il soit vrai, comme le note la philosophe Chantal Mouffe, que cette stratégie de « dénonciation morale » n'avait pas eu l'effet

<sup>17</sup> GROS-VERHEYDE, Nicolas. « L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en Autriche. Des réactions diversifiées », *Bruxelles 2*, janvier 2000.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> « Le précédent des sanctions contre l'Autriche », *Les Échos*, janvier 2012.

<sup>22</sup> LEDER, Danny. « La défaite sur le fil du FPÖ à la présidentielle autrichienne », *Esprit*, juillet 2016.

<sup>23</sup> QUATREMER, Jean. « Droitisation d'Orbán : la droite européenne dit amen », *Libération*, avril 2018.

<sup>24</sup> VERNET, Daniel. « Pourquoi l'arrivée du FPÖ au pouvoir en Autriche ne semble inquiéter personne », *Slate*, décembre 2017.

<sup>25</sup> « Autriche. Comment Heinz-Christian Strache a dédiablement l'extrême-droite », *Ouest France*, octobre 2017.

<sup>26</sup> GOUJESSET, Caroline. « L'extrême droite au pouvoir en Autriche : pourquoi l'Europe est muette », *L'Express*, décembre 2017.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> BONACQUISTI, Giulia. « Le débat éternel autour de l'article 7 », *EU-Logos*, juin 2015.

escompté de freiner le développement du populisme de droite<sup>29</sup>, il est évident qu'un tel argument ne peut pas justifier l'inaction de l'Union européenne en 2017. L'Union européenne aurait pu (dû) réagir de manière différente, en tenant compte des erreurs de 2000, tout en défendant ses valeurs avec fermeté. Après la victoire du FPÖ en 2000, Chantal Mouffe regrettait par exemple qu'aucune tentative ne fut faite d'examiner la nature de ce parti et les raisons de son succès<sup>30</sup>.

## 2. LA GESTION EUROPÉENNE DE LA CRISE DES RÉFUGIÉ-E-S

---

Un second cas qui illustre l'influence du national-populisme dans l'érosion des valeurs européennes est la crise actuelle des réfugié-e-s et, plus précisément, la manière dont l'Union européenne a géré cette crise.

En septembre 2015, dans le but d'alléger la pression pesant sur certains États membres – la Grèce, l'Italie et la Hongrie – qui, en raison de leur position géographique, font face à une arrivée massive de réfugié-e-s, l'UE présente un plan visant à relocaliser 120.000 personnes ayant manifestement besoin d'une protection internationale<sup>31</sup>. Ce nombre s'ajoute aux 40.000 personnes que la Commission avait proposé de relocaliser au mois de mai à partir de la Grèce et de l'Italie. En tout, ce sont donc 160.000 personnes (seuil baissé par la suite au nombre de 100.000) qui doivent être réparties parmi les États membres selon un système de quotas par pays, la date limite étant fixée au 26 septembre 2017.

Dès le départ, certains pays européens – la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la République tchèque – s'opposent à ce plan de répartition<sup>32</sup>. Pour éviter de s'y plier, la Hongrie et la Slovaquie vont même jusqu'à saisir la Cour de justice de l'Union européenne qui rejettera leur recours en septembre 2017<sup>33</sup>.

Un peu plus tôt, le Premier ministre Viktor Orbán, figure de proue actuelle du national-populisme en Europe, avait déjà défrayé la chronique en décidant unilatéralement de faire ériger une clôture de fils de fer barbelés le long de la frontière serbe, destinée à empêcher les réfugié-e-s d'entrer en Hongrie. Une seconde clôture à la frontière croate suivra un an plus tard<sup>34</sup>. En outre, le dirigeant hongrois a également organisé un référendum le 2 octobre 2016 dans le but de légitimer sa position anti-réfugié-e-s, une initiative qui se soldera par un échec à cause d'un faible taux de participation<sup>35</sup>. Plus largement, depuis le début de la crise des réfugié-e-s, Viktor Orbán multiplie les discours nationalistes, populistes, anti-immigration et anti-islam, reprochant à Bruxelles de ne pas défendre l'identité européenne et la chrétienté<sup>36</sup>. Autant d'éléments qui attestent d'un manque total de solidarité de la part du dirigeant hongrois et qui vont à l'encontre des valeurs fondatrices de l'UE.

On aurait alors pu s'attendre à ce que le reste de l'Union européenne, en particulier les États d'Europe occidentale, cherchent à compenser ce manque de solidarité en acceptant de se répartir les migrants que la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la République tchèque refusaient d'accueillir. Par un tel acte, l'Union européenne aurait envoyé un message clair de solidarité, démontrant que ses valeurs fondatrices, plus que de simples mots, dirigent à tout moment ses actions.

Tout le contraire s'est produit. Le 6 septembre 2017, quelques jours avant l'échéance du plan de relocalisation des réfugié-e-s, seulement 27.695 réfugié-e-s avaient été relocalisé-e-s, soit seulement

---

<sup>29</sup> MOUFFE, Chantal. « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue du MAUSS*, février 2002.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> « Crise des réfugiés : la Commission européenne engage une action décisive », *Commission européenne*, septembre 2015.

<sup>32</sup> « Après la Slovaquie, la Hongrie porte plainte contre les quotas de migrants dans l'UE », *Le Monde*, décembre 2015.

<sup>33</sup> LOTA, Laxmi. « UE : la fin des quotas de répartition de réfugiés entre les États membres », *rfi*, septembre 2017.

<sup>34</sup> « La Hongrie va construire une nouvelle ligne de clôture anti-réfugiés », *RTBF*, août 2016.

<sup>35</sup> « Quotas de migrants : Orban persiste malgré l'échec du référendum en Hongrie », *Le Monde*, octobre 2016.

<sup>36</sup> « Viktor Orban veut bâtir une grande alliance contre l'immigration », *RTBF*, février 2018.

28% de l'objectif total<sup>37</sup>. À l'exception de certains pays, la plupart des États européens n'ont pas réussi à tenir leur engagement et sont bien en-deçà du quota qui leur était fixé. Plus qu'un manque d'efficacité, un tel échec traduit d'un manque de volonté des États membres qui ont vite fait d'oublier les valeurs fondatrices de l'Union. En effet, la barrière anti-réfugié-e-s de Viktor Orbán a semble-t-il fait des émules en Europe puisque des murs, plus ou moins hermétiques, ont fleuri en Slovénie, en Macédoine, en Autriche et en Bulgarie, tandis qu'un peu partout, les contrôles aux frontières intérieures ont été rétablis<sup>38</sup>.

Pour le journaliste français spécialiste des affaires européennes, Jean Quatremer, on a ainsi assisté à un changement d'attitude de l'Union européenne. Alors qu'à l'issue de leur rencontre de la mi-octobre 2015, les 28 dirigeants européens parlaient encore de « solidarité », le vocabulaire dans les conclusions du Sommet européen des 17 et 18 décembre 2015 est tout autre. Il ne s'agit plus cette fois-ci que « d'endiguer l'afflux » et de « reprendre le contrôle des frontières extérieures », donnant ainsi raison à Viktor Orbán qui se présente depuis le début de la crise comme le défenseur de l'Union<sup>39</sup>.

Afin de réduire les migrations vers l'Europe, l'Union européenne va même jusqu'à conclure un accord avec la Turquie, considérée par l'Union comme « un pays sûr »<sup>40</sup>, et ensuite avec la Lybie<sup>41</sup>. Dans les deux-cas, aucune considération n'est faite de la sécurité des réfugié-e-s et du respect des droits humains. Il s'agit simplement de les maintenir à tout prix en dehors de l'Europe<sup>42</sup>. Au lieu d'être une terre d'accueil, l'Europe devient petit-à-petit la forteresse tant désirée par Viktor Orbán et les national-populistes, laissant ainsi des milliers de réfugié-e-s mourir en mer, tandis que la plupart des survivant-e-s s'entassent dans des camps précaires où ils vivent dans des conditions inhumaines.

Au final, la gestion européenne de la crise des réfugié-e-s illustre parfaitement ce que Jean Quatremer et d'autres qualifient d'« orbanisation » de l'Union européenne<sup>43</sup>, à savoir la contamination de l'Union par les idées de Viktor Orbán et, plus largement, du national-populisme.

### 3. LA RÉCUPÉRATION DES IDÉES NATIONAL-POPULISTES PAR LES PARTIS TRADITIONNELS

---

La troisième illustration est plus générale et concerne davantage le niveau local des pays européens. Un peu partout en Europe, les idées national-populistes influencent les partis « traditionnels ». Comme l'écrit Benjamin Ward, Directeur adjoint de Human Rights Watch, « au lieu d'affronter courageusement les arguments erronés de partis populistes protestataires, et de défendre des politiques basées sur le respect des droits, les partis traditionnels préfèrent singer leurs programmes par peur de perdre des électeurs »<sup>44</sup>.

<sup>37</sup> TOUSSAY, Jade. « Deux ans après, quel bilan pour "les quotas" de migrants dans l'UE ? », *Huffington Post*, septembre 2017.

<sup>38</sup> QUATREMER, Jean. « "L'orbanisation" de l'Union européenne », *Libération*, janvier 2016.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> « Que contient l'accord UE-Turquie sur les migrants ? », *Toute l'Europe*, avril 2016.

<sup>41</sup> AYTAÇOĞLU, Öykü. « Politiques migratoires en Europe : Zoom sur l'accord UE-Turquie », *POUR LA SOLIDARITÉ*, avril 2018.

<sup>42</sup> « Accord UE-Turquie : la honte de l'Europe », *Amnesty international*, mars 2017.

<sup>43</sup> QUATREMER, Jean. *op. cit.*

<sup>44</sup> WARD, Benjamin. « Face au populisme, le vrai test est la réponse des partis traditionnels », *Nouvel Obs*, mars 2017.

*« À l'heure actuelle, cette crainte [de perdre des électeur-riche-s] est sûrement le premier facteur de décision politique au sein de nombreux gouvernements d'Europe. Récemment, lors de réunions à Bruxelles, où je tentais de convaincre l'Union européenne de mieux protéger les réfugiés et demandeurs d'asile, on m'a répété que c'était le risque de céder du terrain aux populistes qui entravait les politiques respectueuses des droits humains. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a carrément déclaré que l'UE devait mettre de côté ses valeurs fondamentales afin de lutter contre l'immigration et le terrorisme – de façon à préserver l'UE et les valeurs qu'elle incarne sur le long terme. »*

— Benjamin Ward, *Nouvel Obs*, 2017

Cette stratégie qui consiste à flirter avec les idées national-populistes, quitte à mettre les valeurs européennes entre parenthèses, afin de ne pas perdre des électeur-riche-s, n'est en réalité pas nouvelle selon le professeur belge Jérôme Jamin pour qui : « Depuis déjà pas mal d'années, les partis traditionnels s'emparent de thèmes qui étaient dans les années 1980 exclusivement du ressort de l'extrême droite : immigration, mythe de l'invasion de l'Europe, insécurité et chômage [...] Plus récemment, les partis traditionnels se sont également emparés de la question de l'islam. »<sup>45</sup> Mais, avec la progression récente du populisme, cette tendance se marque de plus en plus un peu partout en Europe.

Le Premier ministre hollandais Mark Rutte a notamment suivi cette démarche lors des élections législatives de mars 2017 qui l'opposaient à la figure montante du national-populisme aux Pays-Bas : Geert Wilders. La presse a largement salué la victoire de Mark Rutte sur ce populiste xénophobe et islamophobe mais a moins mentionné le changement d'attitude de Mark Rutte sur certains sujets de prédilection de l'extrême droite. Deux mois avant les élections, il avait envoyé une lettre à de nombreux médias dans laquelle il déclarait aux habitant-e-s du pays que ceux qui « refusaient de s'adapter et critiquaient nos valeurs » devaient « soit se comporter comme il faut, soit partir »<sup>46</sup>. À travers ces mots, il est évident que Mark Rutte visait indirectement les étranger-ère-s, glissant ainsi vers les idées et le ton de Geert Wilders<sup>47</sup>. Une position que regrette Benjamin Ward : « Au lieu du débat légitime qui pourrait s'instaurer sur la tolérance et l'intégration, ce message autoritaire de Rutte visait clairement à toucher ceux qui pensent que la meilleure solution est de déporter les gens, même s'il s'agit de citoyens ayant vécu dans le pays toute leur vie. Ce n'était pas une défense des valeurs du pays, mais une trahison de ces valeurs. »<sup>48</sup>

En France, cette stratégie avait déjà été utilisée par Nicolas Sarkozy qui, au second tour de la présidentielle de 2012 face à François Hollande, avait adopté une position fortement anti-islam et anti-immigration, se rapprochant du Front national dans l'espoir d'attirer certain-e-s de ses électeur-riche-s<sup>49</sup>. Aujourd'hui, après l'affaire François Fillon et l'élection d'Emmanuel Macron qui a décimé la droite française, le président des Républicains (LR), Laurent Wauquiez, semble suivre le même schéma pour donner un nouvel élan au parti<sup>50</sup>. Nicolas Dupont-Aignan, président du parti Debout la France, qui avait soutenu Marine le Pen contre Emmanuel Macron, a d'ailleurs appelé à une alliance de LR, du FN et de son parti, tout en déclarant que : « Laurent Wauquiez se rapproche de nous [le parti Debout la France]

<sup>45</sup> ETWAREEA, Ram. « L'extrême droite influence les partis traditionnels », *Le Temps*, mars 2016.

<sup>46</sup> WARD, Benjamin. « Face au populisme, le vrai test est la réponse des partis traditionnels », *Nouvel Obs*, mars 2017.

<sup>47</sup> MABILLARD, Boris. « "Mark Rutte a nettement glissé vers les idées et le ton de Geert Wilders" », *Le Temps*, mars 2017.

<sup>48</sup> WARD, Benjamin. *op. cit.*

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> GOUESET, Caroline. « L'extrême droite au pouvoir en Autriche: pourquoi l'Europe est muette », *L'Express*, décembre 2017.

en parole. »<sup>51</sup> En outre, selon un sondage réalisé en 2017, 48% des Français-e-s estiment que Laurent Wauquiez imite le FN<sup>52</sup>.

En Autriche, le Premier ministre Sebastian Kurz ne s'est pas seulement contenté de former une alliance avec les national-populistes du FPÖ, il a également fait siennes leurs thématiques anti-immigration et anti-islam<sup>53</sup>. Après l'annonce de la coalition ÖVP-FPÖ, le président du FPÖ a d'ailleurs déclaré que l'exécutif autrichien est désormais à « 75 % FPÖ », puisque les conservateurs ont de toute façon repris à leur compte la moitié de ses idées<sup>54</sup>.

Cette tendance s'illustre aussi en Belgique dont la coalition au pouvoir, composée de quatre partis, est menée par le Mouvement réformateur (MR), et le parti nationaliste flamand, la NVA, qui a notamment séduit de nombreux-ses ancien-ne-s électeur-ric-e-s du parti xénophobe Vlaams Belang. Une coalition qui, dans les faits, semble plus proche des idées national-populistes que partage à demi-mot la NVA que des valeurs européennes, comme le démontre sa gestion de la crise des réfugié-e-s. Au lieu d'accueillir et d'intégrer les réfugié-e-s du Soudan, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Théo Francken (NVA), a décidé de collaborer avec le gouvernement soudanais, dont le président est poursuivi par la Cour pénale internationale pour crimes de guerres, crimes contre l'humanité et génocide<sup>55</sup>, afin de rapatrier les réfugié-e-s soudanais-e-s dans leur pays, faisant fi des dangers que cela représentait pour ces personnes<sup>56</sup>. Alors que de nombreux citoyen-ne-s réclamaient la démission de Théo Francken, le Premier ministre belge et ex-président du MR, Charles Michel, a défendu la politique d'asile menée par son ministre dans une lettre postée sur Facebook<sup>57</sup>. Cet épisode, en plus de montrer un manque cruel de solidarité envers les réfugié-e-s, traduit de la docilité du MR, parti libéral « traditionnel », qui laisse son partenaire national-populiste fixer le cap de la politique belge, même quand cela contrevient aux valeurs européennes.

### III. CONCRÉTISER LES VALEURS EUROPÉENNES, UNE MANIÈRE DE CONTRER LE NATIONAL-POPULISME

Pour endiguer la progression du national-populisme en Europe, récupérer les thèmes de prédilection et s'inspirer des idées de ce courant, en plus d'être une offense aux valeurs européennes, présente un gros risque. « Plus vous parlez de l'immigration et de l'islam, plus vous donnez de l'importance à ce sujet » explique le politologue et expert du populisme Cas Mudde<sup>58</sup>. Jean-Yves Camus, journaliste et politologue spécialiste de l'extrême droite, abonde dans son sens : « Il faut prendre en compte l'attente des citoyens européens sur ces questions, mais pas en apportant la même réponse que les partis d'extrême droite. »<sup>59</sup>

Pour Benjamin Ward, cette attitude des partis nationaux traditionnels et de l'Union européenne devant la montée du populisme représente pour les valeurs européennes un défi et une menace aussi graves que les national-populistes eux-mêmes car elle légitime et banalise leurs idées haineuses. Selon lui, ils

<sup>51</sup> « Nicolas Dupont-Aignan : "Laurent Wauquiez se rapproche de nous en parole mais continue dans les actes à faire le grand écart avec des centristes qui sont les complices du gouvernement" », *Atlantico*, février 2018.

<sup>52</sup> « Laurent Wauquiez "imite" le Front national, d'après 48% des Français », *L'Express*, décembre 2017.

<sup>53</sup> GOUËSET, Caroline. *op. cit.*

<sup>54</sup> GAUQUELIN, Blaise. « Autriche : l'extrême droite obtient trois ministères régaliens », *Le Monde*, décembre 2017.

<sup>55</sup> « Nouveau chef d'accusation de génocide contre Omar Al-Bachir », *Le Monde*, juillet 2010.

<sup>56</sup> HENSMANS, Philippe. « La lettre d'Amnesty à Charles Michel : renvoyer des Soudanais en enfer ne fera pas le bien des Belges », *Le Soir*, septembre 2017.

<sup>57</sup> « Pourquoi Charles Michel a-t-il choisi Facebook pour défendre sa politique migratoire ? », *RTBF*, janvier 2018.

<sup>58</sup> GOUËSET, Caroline. « L'extrême droite au pouvoir en Autriche : pourquoi l'Europe est muette », *L'Express*, décembre 2017.

<sup>59</sup> *Ibid.*

feraient mieux de « se battre pour les valeurs fondatrices de l'Europe et montrer une réelle capacité à s'attaquer fermement aux problèmes sociaux d'une façon qui préserve les droits humains fondamentaux »<sup>60</sup>.

Benjamin Ward exprime ainsi une interprétation récurrente du national-populisme et du populisme en général. Selon celle-ci, l'une des causes de la progression de ce courant en Europe réside dans certaines faiblesses actuelles de l'Union européenne et, plus précisément, l'augmentation de la précarité et des inégalités. Cette idée est notamment défendue par l'économiste Thomas Piketty, spécialiste des inégalités, pour qui « le populisme n'est rien d'autre qu'une réponse confuse mais légitime au sentiment d'abandon des classes populaires des pays développés face à la mondialisation et la montée des inégalités »<sup>61</sup>.

L'Union européenne, à travers ses politiques néolibérales, n'a pas réussi à contrer les effets sociaux dévastateurs de la mondialisation, si bien que, devant l'augmentation des inégalités, un nombre croissant de citoyen-ne-s européen-ne-s se sentent légitimement négligé-e-s par les partis traditionnels. Devant cette incurie politique, certain-e-s se tournent alors vers les partis national-populistes chez qui ils voient un remède à leurs problèmes<sup>62</sup>. Le national-populisme se nourrit ainsi du sentiment d'injustice qui, depuis la crise économique et les politiques d'austérité, ne cesse de grandir dans les pays européens.

De son côté, Chantal Mouffe désignait déjà en 2002 le contexte européen comme facteur explicatif du populisme de droite, mais, davantage que les inégalités, elle mettait surtout en cause le déficit démocratique en Europe. Plus précisément, elle épinglait deux éléments principaux. Le premier est le fait que les partis traditionnels ont cessé de représenter les intérêts des couches populaires, provoquant logiquement un sentiment croissant d'aliénation chez nombre de groupes sociaux qui se sentent exclus de l'exercice effectif de la citoyenneté par les « élites éclairées ». Le deuxième élément consiste en l'absence de propositions alternatives au modèle néolibérale européen par les partis traditionnels, qu'ils soient de gauche ou de droite, laissant ainsi le champ libre aux partis populistes de droite qui alimentent l'espoir et la conviction que les choses pourraient être différentes, tout en prétendant représenter le peuple et défendre ses droits confisqués par les élites politiques<sup>63</sup>.

*« Dans un contexte où le discours dominant professe qu'il n'existe pas d'alternative à la forme néolibérale actuelle de la mondialisation, qu'il nous faut accepter ses lois et se soumettre à ses diktats, il n'est guère surprenant que de plus en plus de salariés soient disposés à prêter l'oreille à ceux qui affirment qu'au contraire, il existe des alternatives et qu'ils rendront au peuple son pouvoir de décision [...] L'état actuel des sociétés démocrates libérales est donc particulièrement favorable à l'expansion du populisme de droite. »*

— Chantal Mouffe, *Revue du MAUSS*, 2002

En conclusion, qu'il s'agisse d'un manque d'égalité d'une part, ou d'un déficit démocratique d'autre part, dans les deux cas, le progrès du national-populisme s'explique par un manque de concrétisation des valeurs européennes puisque l'égalité et la démocratie font partie des principes fondateurs de l'Union. Dès lors, ne serait-il pas grand temps pour l'Union européenne de changer de stratégie et de s'attaquer

<sup>60</sup> WARD, Benjamin. « Face au populisme, le vrai test est la réponse des partis traditionnels », *Nouvel Obs*, mars 2017.

<sup>61</sup> PIKETTY, Thomas. « Thomas Piketty : "Vive le populisme !" », *Le Monde*, janvier 2017.

<sup>62</sup> CHAVAGNEUX, Christian. « Populisme économique : les trois raisons d'un succès », *Alternatives économiques*, novembre 2016.

<sup>63</sup> MOUFFE, Chantal. « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue du MAUSS*, février 2002.

aux racines du problème ? Comme le dit Pascal Perrineau, le silence, l'indignation ou le suivisme ne sont pas des réponses suffisantes ou satisfaisantes<sup>64</sup>.

Il ne s'agit pas de simplement condamner verbalement et/ou sanctionner les partis national-populistes, méthode qui, isolée, s'est révélée infructueuse en Autriche il y a huit ans et qui ne sert, d'après Chantal Mouffe, qu'à « renforcer leur image oppositionnelle »<sup>65</sup>. De même, l'apathie face à la progression de ces partis, ou pire, l'accointance entre des partis « traditionnels » et des partis national-populistes, ne constituent pas des réponses dignes de l'Union européenne et mettent en péril ses valeurs fondatrices.

L'Union européenne devrait plutôt s'appliquer à saisir les conditions économiques, sociales et politiques qui expliquent le succès de ces partis<sup>66</sup> et s'activer à proposer des alternatives au modèle néolibéral dominant. Pour Chantal Mouffe, « ce n'est qu'en s'attaquant résolument à résorber le déficit démocratique qui est la cause de l'hégémonie néolibérale et en luttant contre les inégalités croissantes que cette dernière engendre que l'on pourra vraiment enrayer le développement du populisme de droite »<sup>67</sup>. Pour cela, l'Union européenne doit accepter de s'engager dans un projet différent qui ne serait pas basé sur le néolibéralisme.

Au final, pour protéger les valeurs fondatrices de l'UE face au national-populisme, l'unique réponse politique efficace est de changer l'état actuel des sociétés européennes et de proposer un autre modèle dans lequel ces valeurs – la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, l'État de droit, la dignité humaine, l'égalité et la solidarité – seraient au premier plan, et véritablement concrétisées.

---

<sup>64</sup> « Entretien d'Europe avec Pascal Perrineau : La montée du national-populisme en Europe », *Fondation Robert Schuman*, janvier 2011.

<sup>65</sup> MOUFFE, Chantal. *op. cit.*

<sup>66</sup> MOUFFE, Chantal. « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue du MAUSS*, février 2002.

<sup>67</sup> *Ibid.*

## CONCLUSION

Le national-populisme connaît aujourd'hui un succès indéniable à travers l'Europe. Alors qu'il dominait déjà la scène politique dans certains États membres de l'Europe orientale, le voilà désormais au pouvoir en Italie, premier pays fondateur à être submergé par la vague populiste. Face à ce phénomène, l'Union européenne n'a pour l'instant pas apporté de réponse satisfaisante, se contentant de fermer les yeux, de prendre des sanctions contre-productives, ou pire, de s'inspirer d'idées national-populistes.

Tel un mal incurable, le national-populisme semble ainsi contaminer toute une partie de la politique européenne, menaçant d'érosion les valeurs fondatrices de l'Union. L'illustration la plus symptomatique de cette contamination réside sans doute dans la gestion européenne de la crise des réfugiés. Au cours de celle-ci, le comportement de l'Union européenne a semblé être bien davantage dicté par la bouche du leader national-populiste, Viktor Orbán, que par celle de Robert Schuman ou d'un autre père fondateur. Durant cet épisode, l'Union européenne a choisi de renier ses valeurs fondatrices et de s'aligner sur une position national-populiste, une réaction qui devrait autant nous inquiéter que la simple progression de ce mouvement.

Cette attitude est d'autant plus incompréhensible que les valeurs européennes représentent peut-être la meilleure arme contre le national-populisme puisque ce courant se nourrit des faiblesses actuelles des sociétés européennes, à savoir principalement un manque d'égalité et de démocratie, deux éléments qui constituent justement des valeurs fondatrices.

POUR LA SOLIDARITÉ incite donc l'Union européenne à changer de cap. Il est urgent qu'elle saisisse les conditions qui sont à la base du national-populisme pour ensuite instaurer des politiques visant à concrétiser réellement les valeurs européennes. Contrairement aux politiques néolibérales dominantes qui ont trop souvent réduit les principes fondateurs à de simples mots sans portée réelle, ces nouvelles politiques leur donneraient vie en menant à une réduction des inégalités, davantage de démocratie, plus de solidarité et de liberté, tout en respectant les droits de l'Homme, les libertés fondamentales, la dignité humaine et l'État de droit. Si l'Union européenne n'agit pas, l'épisode italien risque fort de se répéter et la vague populiste pourrait se transformer en raz de marée. Les prochaines élections européennes approchent, le temps presse.

# BIBLIOGRAPHIE

## PRESSE ET PUBLICATIONS

---

- « “L’illibéral” Orban brigue quatre ans de plus à la tête de la Hongrie », *La Libre*, avril 2018, <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/l-illiberal-orban-brigue-quatre-ans-de-plus-a-la-tete-de-la-hongrie-5ac88269cd702f0c1ac19aca>, consulté le 20/05/2018.
- « Accord UE-Turquie : la honte de l'Europe », *Amnesty internationale*, mars 2017, <https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/accord-ue-turquie-la-honte-de-leurope>, consulté le 14/05/2018.
- « Après la Slovaquie, la Hongrie porte plainte contre les quotas de migrants dans l'UE », *Le Monde*, décembre 2015, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/12/03/apres-la-slovaquie-la-hongrie-porte-plainte-contre-les-quotas-de-migrants-dans-l-ue\\_4823770\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/12/03/apres-la-slovaquie-la-hongrie-porte-plainte-contre-les-quotas-de-migrants-dans-l-ue_4823770_3214.html), consulté le 14/05/2018.
- « Autriche : l'extrême droite obtient les ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense », *France 24*, décembre 2017, <http://www.france24.com/fr/20171216-autriche-gouvernement-fpo-ovp-kurz-strache-affaires-etrangeres-interieur-defense>, consulté le 11/05/2018.
- « Autriche. Comment Heinz-Christian Strache a dédramatisé l'extrême-droite », *Ouest France*, octobre 2017, <https://www.ouest-france.fr/europe/autriche/autriche-comment-heinz-christian-strache-dediabolise-l-extreme-droite-5310487>, consulté le 12/05/2018.
- « Entretien d'Europe avec Pascal Perrineau : La montée du nationalpopulisme en Europe », *Fondation Robert Schuman*, janvier 2011, <https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/entretiens-d-europe/ee-53-fr.pdf>, consulté le 18/05/2018.
- « La Hongrie va construire une nouvelle ligne de clôture anti-réfugiés », *RTBF*, août 2016, [https://www.rtf.be/info/dossier/drames-de-la-migration-les-candidats-refugies-meurent-aux-portes-de-l-europe/detail\\_la-hongrie-va-construire-une-nouvelle-ligne-de-cloture-anti-refugies?id=9388721](https://www.rtf.be/info/dossier/drames-de-la-migration-les-candidats-refugies-meurent-aux-portes-de-l-europe/detail_la-hongrie-va-construire-une-nouvelle-ligne-de-cloture-anti-refugies?id=9388721), consulté le 14/05/2018.
- « Laurent Wauquiez “imite” le Front national, d'après 48% des Français », *L'Express*, décembre 2017, [https://www.lexpress.fr/actualite/politique/lr/laurent-wauquiez-imite-le-front-national-d-apres-48-des-francais\\_1967356.html](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/lr/laurent-wauquiez-imite-le-front-national-d-apres-48-des-francais_1967356.html), consulté le 16/05/2018.
- « Le précédent des sanctions contre l'Autriche », *Les Échos*, janvier 2012, [https://www.lesechos.fr/04/01/2012/LesEchos/21094-030-ECH\\_le-precedent-des-sanctions-contre-l-autriche.htm](https://www.lesechos.fr/04/01/2012/LesEchos/21094-030-ECH_le-precedent-des-sanctions-contre-l-autriche.htm), consulté le 12/05/2018.
- « Nicolas Dupont-Aignan : “Laurent Wauquiez se rapproche de nous en parole mais continue dans les actes à faire le grand écart avec des centristes qui sont les complices du gouvernement” », *Atlantico*, février 2018, <http://www.atlantico.fr/decryptage/nicolas-dupont-aignan-laurent-wauquiez-se-rapproche-en-parole-mais-continue-dans-actes-faire-grand-ecart-avec-centristes-qui-3316516.html#kEsMDxArSzIz2tLK.99>, consulté le 16/05/2018.
- « Nouveau chef d'accusation de génocide contre Omar Al-Bachir », *Le Monde*, juillet 2010, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/07/12/nouveau-chef-d-accusation-de-genocide-contre-omar-al-bachir\\_1387069\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/07/12/nouveau-chef-d-accusation-de-genocide-contre-omar-al-bachir_1387069_3212.html), consulté le 16/05/2018.
- « Pourquoi Charles Michel a-t-il choisi Facebook pour défendre sa politique migratoire ? », *RTBF*, janvier 2018, [https://www.rtf.be/info/belgique/detail\\_pourquoi-charles-michel-a-t-il-choisi-facebook-pour-defendre-sa-politique-migratoire?id=9801571](https://www.rtf.be/info/belgique/detail_pourquoi-charles-michel-a-t-il-choisi-facebook-pour-defendre-sa-politique-migratoire?id=9801571), consulté le 16/05/2018.
- « Que contient l'accord UE-Turquie sur les migrants ? », *Toute l'Europe*, avril 2016, <https://www.touteurope.eu/actualite/que-contient-l-accord-ue-turquie-sur-les-migrants.html>, consulté le 14/05/2018.

- « Quotas de migrants : Orban persiste malgré l'échec du référendum en Hongrie », *Le Monde*, octobre 2016, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/02/hongrie-le-manque-de-participation-au-referendum-sur-l-accueil-des-refugies-pourrait-invalider-la-victoire-du-non\\_5006966\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/02/hongrie-le-manque-de-participation-au-referendum-sur-l-accueil-des-refugies-pourrait-invalider-la-victoire-du-non_5006966_3214.html), consulté le 14/05/2018.
- « Viktor Orban veut bâtir une grande alliance contre l'immigration », *RTBF*, février 2018, [https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_victor-orban-veut-batir-une-grande-alliance-contre-l-immigration?id=9843766](https://www.rtf.be/info/monde/detail_victor-orban-veut-batir-une-grande-alliance-contre-l-immigration?id=9843766), consulté le 14/05/2018.
- « Vu du Royaume-Uni. Après l'Italie, "la révolution populiste est en marche" », *Courrier international*, mai 2018, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-royaume-uni-apres-litalie-la-revolution-populiste-est-en-marche>, consulté le 28/05/2018.
- AYTAÇOĞLU, Öykü. « Politiques migratoires en Europe : Zoom sur l'accord UE–Turquie », *POUR LA SOLIDARITÉ*, avril 2018, [http://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/na-2018-politiques-migratoires-europeennes\\_1.pdf](http://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/na-2018-politiques-migratoires-europeennes_1.pdf), consulté le 22/05/2018.
- BONACQUISTI, Giulia. « Le débat éternel autour de l'article 7 », *EU-Logos*, juin 2015, <https://europe-liberte-securite-justice.org/2015/06/22/le-debat-eternel-autour-de-larticle-7/>, consulté le 12/05/2018.
- CHAVAGNEUX, Christian. « Populisme économique : les trois raisons d'un succès », *Alternatives économiques*, novembre 2016, <https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/populisme-economique-trois-raisons-dun-succes/00012622>, consulté le 17/05/2018.
- ETWAREEA, Ram. « L'extrême droite influence les partis traditionnels », *Le Temps*, mars 2016, <https://www.letemps.ch/monde/lextrême-droite-influence-partis-traditionnels>, consulté le 15/05/2018.
- GAUQUELIN, Blaise. « Autriche : l'extrême droite obtient trois ministères régaliens », *Le Monde*, décembre 2017, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/12/16/autriche-l-extreme-droite-obtient-les-ministeres-de-l-interieur-de-la-defense-et-des-affaires-etrangeres\\_5230852\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/12/16/autriche-l-extreme-droite-obtient-les-ministeres-de-l-interieur-de-la-defense-et-des-affaires-etrangeres_5230852_3214.html), consulté le 16/05/2018.
- GOUSET, Caroline. « L'extrême droite au pouvoir en Autriche: pourquoi l'Europe est muette », *L'Express*, décembre 2017, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/l-extreme-droite-au-pouvoir-en-autriche-pourquoi-l-europe-est-muette\\_1970057.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/l-extreme-droite-au-pouvoir-en-autriche-pourquoi-l-europe-est-muette_1970057.html), consulté le 17/05/2018.
- GROS-VERHEYDE, Nicolas. « L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en Autriche. Des réactions diversifiées », *Bruxelles 2*, janvier 2000, <https://www.bruxelles2.eu/2000/01/30/larrivee-de-lextrême-droite-pouvoir-autriche-reactions-diversifiees/>, consulté le 12/05/2018
- HENSMANS, Philippe. « La lettre d'Amnesty à Charles Michel : renvoyer des Soudanais en enfer ne fera pas le bien des Belges », *Le Soir*, septembre 2017, <http://plus.lesoir.be/115194/article/2017-09-20/la-lettre-damnesty-charles-michel-renvoyer-des-soudanais-en-enfer-ne-fera-pas-le>, consulté le 16/05/2018.
- LEDER, Danny. « La défaite sur le fil du FPÖ à la présidentielle autrichienne », *Esprit*, juillet 2016, (7), 26-31.
- LOTA, Laxmi. « UE : la fin des quotas de répartition de réfugiés entre les Etats membres », *rfi*, septembre 2017, <http://www.rfi.fr/emission/20170926-union-europeenne-point-politique-relocalisation-migrants>, consulté le 14/05/2018.
- MABILLARD, Boris. « "Mark Rutte a nettement glissé vers les idées et le ton de Geert Wilders" », *Le Temps*, mars 2017, <https://www.letemps.ch/monde/mark-rutte-nettement-glisse-vers-idees-geert-wilders>, consulté le 15/05/2018.
- MOUFFE, Chantal. « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue du MAUSS*, février 2002, (20), 178-194.
- PIKETTY, Thomas. « Thomas Piketty : "Vive le populisme !" », *Le Monde*, janvier 2017, [http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/14/thomas-piketty-vive-le-populisme\\_5062613\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/14/thomas-piketty-vive-le-populisme_5062613_3232.html), consulté le 17/05/2018.

- QUATREMER, Jean. « "L'orbanisation" de l'Union européenne », *Libération*, janvier 2016, <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2016/01/12/orbanisation-de-lunion-europeenne/>, consulté le 14/05/2018.
- QUATREMER, Jean. « Droitisation d'Orbán : la droite européenne dit amen », *Libération*, avril 2018, [http://www.liberation.fr/planete/2018/04/06/droitisation-d-orban-la-droite-europeenne-dit-amen\\_1641507](http://www.liberation.fr/planete/2018/04/06/droitisation-d-orban-la-droite-europeenne-dit-amen_1641507), consulté le 12/05/2018.
- QUATREMER, Jean. « Europe : divorce à l'italienne », *Libération*, mars 2018, [http://www.liberation.fr/planete/2018/03/05/europe-divorce-a-l-italienne\\_1634066](http://www.liberation.fr/planete/2018/03/05/europe-divorce-a-l-italienne_1634066), consulté le 25/05/2018.
- QUATREMER, Jean. « Le PPE droit dans les bottes d'Orbán », *Libération*, avril 2018, <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2018/04/09/le-ppe-droit-dans-les-bottes-dorban/>, consulté le 20/05/2018.
- TOUSSAY, Jade. « Deux ans après, quel bilan pour « les quotas » de migrants dans l'UE ? », *Huffington Post*, septembre 2017, [https://www.huffingtonpost.fr/2017/09/25/deux-ans-apres-quel-bilan-pour-les-quotas-de-migrants-dans-lue\\_a\\_23214522/](https://www.huffingtonpost.fr/2017/09/25/deux-ans-apres-quel-bilan-pour-les-quotas-de-migrants-dans-lue_a_23214522/), consulté le 14/05/2018.
- VERNET, Daniel. « Pourquoi l'arrivée du FPÖ au pouvoir en Autriche ne semble inquiéter personne », *Slate*, décembre 2017, <http://www.slate.fr/story/155459/autriche-fpo-pouvoir-droite-populiste>, consulté le 12/05/2018.
- WARD, Benjamin. « Face au populisme, le vrai test est la réponse des partis traditionnels », *Nouvel Obs*, mars 2017, <https://www.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170317.OBS6771/face-au-populisme-le-vrai-test-est-la-reponse-des-partis-traditionnels.html>, consulté le 17/05/2018.

## SOURCES INSTITUTIONNELLES

---

- « *Crise des réfugiés: la Commission européenne engage une action décisive* », *Commission européenne*, septembre 2015, [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-15-5596\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-5596_fr.htm), consulté le 14/05/2018.
- <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?politicalGroup=4276>, *Parlement européen*, consulté le 16/05/2018.
- <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search.html?politicalGroup=4276>, *Parlement européen*, consulté le 11/05/2018.

Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.

# POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

*Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.*

*POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.*

## ACTIVITÉS

---

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

### Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

**Mène des travaux de recherche et d'analyse** de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu) et disponibles en version papier.

2

**Conseille, forme et accompagne** sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

**Conçoit et réalise des projets transnationaux** en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

**Organise des conférences** qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

# THÉMATIQUES

---

**POUR LA SOLIDARITÉ – PLS** inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



## OBSERVATOIRES EUROPÉENS

---

**POUR LA SOLIDARITÉ – PLS** réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens:

- [www.ess-europe.eu](http://www.ess-europe.eu)
- [www.transition-europe.eu](http://www.transition-europe.eu)
- [www.diversite-europe.eu](http://www.diversite-europe.eu)
- [www.participation-citoyenne.eu](http://www.participation-citoyenne.eu)

# COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

## NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

---

- *Formation inclusive aux métiers du numérique : Pour une meilleure intégration des femmes et des personnes réfugiées, Florent LOSSON, mars 2018.*
- *Politique agricole commune et sécurité alimentaire, Louise ROQUETTE, mars 2018.*
- *Les actions de la Commission européenne pour l'économie sociale en 2017-2018, Florian BENAIS, mars 2018.*
- *L'aide alimentaire en Europe, Louise Rouquette, décembre 2017.*
- *Intégration et participation politique en Europe, Jonathan BANNENBERG, décembre 2017.*
- *Économie sociale et solidaire en Europe du Sud-Est : perspectives de développement et actions publiques, Tristan Thomas, décembre 2017.*
- *Financement et promotion des éco-innovations en Europe et en France, Mathilde Mosse, novembre 2017.*
- *Jeunesse et formation inclusive : politiques et financements européens, Florent Losson, novembre 2017.*
- *Le gaspillage alimentaire en Europe, Louise Rouquette, novembre 2017.*
- *Les éco-innovations en Europe, Mathilde Mosse, octobre 2017*
- *Décrochage scolaire : 3 Notes d'analyse. Marie Schuller, octobre 2017*
- *Quelles politiques économiques contre le réchauffement climatique en Europe ? Tristan Thomas, octobre 2017*

## CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

---

- *Vers une économie circulaire en Europe. Anna-Lena REBAUD, septembre 2017.*
- *Face aux nouvelles formes d'emploi, quelles réponses au plan européen ? PLS & SMart, n°36, juin 2017.*
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France. PLS & SMart, n°35, mai 2015.*
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie. PLS & SMart, n°34, mai 2015.*
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes. Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.*
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie. Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.*

## ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

---

- *Les Régions ultrapériphériques : défis et perspectives, Paul HAMMOUD, Antoine MASQUELIN, Tristan THAMOS, février 2018.*
- *Finance et bien-être, une réflexion participative. Marie Leprêtre, décembre 2016.*
- *Pour l'intégration en apprentissage des jeunes vulnérables. Sanjin Plakalo, décembre 2016.*
- *La participation des travailleurs au sein des entreprises. Denis Stokkink, novembre 2016.*
- *Le modèle des entreprises d'insertion : l'exemple de la France. POUR LA SOLIDARITÉ et la Fédération des entreprises d'insertion, septembre 2016.*
- *Jeunes NEET - Bonnes pratiques européennes en matière d'apprentissage. Dans le cadre du projet ANEETS, juin 2016.*
- *Agir contre les violences faites aux femmes : guide pour les entreprises. Dans le cadre du projet CARVE, juin 2016.*

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

# Participation citoyenne

*POUR LA SOLIDARITÉ – PLS mène des initiatives plurielles pour renforcer la démocratie participative, la participation citoyenne à la vie politique, l'intégration des personnes immigrées ou d'origine immigrée, la lutte contre les discriminations. En guise de fil conducteur, POUR LA SOLIDARITÉ-PLS opte pour des activités qui, de manière directe ou indirecte, motivent les habitant-e-s de tout État européen à devenir acteur et actrice de cette citoyenneté européenne afin d'instaurer un plus large dialogue entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises et ainsi bâtir à l'horizon 2020 une Union européenne inclusive.*

**Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink**

[www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

Avec le soutien de

